

étaient véritablement étudiées», commente David Leyton-Brown, membre du Centre for International and Strategic Studies de l'Université York.

À la mi-janvier, Bernard Wood, directeur de l'ICPSI, a fait la même remarque devant un comité parlementaire : «Je devrais blâmer le gouvernement de ne pas en avoir fait plus pour clarifier les choix et fournir des occasions de débat, et blâmer l'opposition (parlementaire et autre) qui, à force de se concentrer sur des problèmes périphériques, a fini par banaliser les questions se rapportant à la guerre, à la paix et à la sécurité collective».

TOUTEFOIS, LES PACIFISTES, QUE LES DÉBATS CONDESCENDANTS ENTRE ACTEURS puissants du «nouvel ordre mondial» dégoûtent, ne sont pas des adeptes des principes de la sécurité collective. «La guerre du Golfe m'a fait comprendre certaines des suppositions de la gauche, déclare Homer-Dixon, notamment celle selon laquelle les puissants ont automatiquement tort, par principe, alors que les gens qui sont au bas de l'échelle voient toujours juste».

Certains pacifistes ont exprimé leur méfiance pour ce que Doug Roche, ancien ambassadeur du Canada au désarmement appelait «la culture du combat». Il s'agit, en fait, d'une culture dans laquelle «on utilise les dépenses militaires pour permettre aux États industrialisés de toujours contrôler l'exploitation des ressources, les techniques et les capitaux du monde». Tout le temps de la crise, M. Roche n'a cessé de répéter que nous ne pouvions pas laisser les militaristes décider de la politique du Canada.

Deux grands thèmes ressortaient de cette répulsion, exprimée pour les hostilités, et le rôle du Canada. Le premier concernait l'éthique de la violence, le second, l'efficacité des institutions internationales.

«Notre analyse, explique Ernie Regehr, de Projet Ploughshares, qui est Mennonite, part de ce que l'on estime être une «guerre juste»». Elle autorise le recours à la violence militaire contre un agresseur, pour autant que le risque de morts et de dommages civils soit restreint. «Mais nous en sommes arrivés à la conclusion qu'étant donné l'ampleur des destructions causées par les guerres modernes et l'incapacité de distinguer les cibles civiles des cibles militaires, il est devenu inacceptable de choisir délibérément la guerre comme instrument politique».

En théorie, les membres de Projet Ploughshares acceptaient une intervention policière pour faire appliquer les sanctions économiques, par exemple, et ils étaient donc favorables à la présence dans le Golfe de Canadiens chargés de vérifier que l'on n'enfreignait pas les sanctions. En pratique, en revanche, leur analyse de la «guerre juste» signifiait que les sanctions ne pouvaient être appliquées que par le biais d'une surveillance, mais sans intervention militaire. Cette logique aurait paralysé les partenaires de la coalition en cas de violations flagrantes des sanctions. «S'il s'était avéré impossible de faire respecter les sanctions non militaires, explique Regehr, cela aurait voulu dire que la bataille était de toute façon perdue. Des violations systématiques des sanctions auraient prouvé qu'il n'existait pas de consensus au sein de la coalition pour obliger les Irakiens à rentrer chez eux».

Pour de nombreux observateurs, les objections de Projet Ploughshares face à la guerre du Golfe étaient terriblement irréalistes, même si le message clairement transmis par les arguments de M. Regehr – sanctions, oui ; guerre, non – plaisait beaucoup aux Canadiens qui ne croyaient pas aux motifs avancés par Washington. Comme l'explique M. Leyton-Brown, «Il ne s'agissait pas seulement d'anti-américanisme. L'utilisation de techniques militaires américaines, et le fait que les Américains essaient de dominer le tiers-monde pour protéger leurs intérêts pétroliers éveillaient la méfiance de bien des gens. Beaucoup dans ce groupe affirmaient que, s'il n'y avait pas eu de pétrole au Koweït, les États-Unis n'auraient pas levé le petit doigt».

UN AUTRE BLOC À L'INTÉRIEUR DU MOUVEMENT PACIFISTE EN EST ARRIVÉ PAR un autre cheminement à se méfier des mesures prises par les États-Unis. Ce groupe comprend quelques-uns des émules de Lester Pearson qui, depuis le début des années 1950, font pression pour des Nations Unies plus efficaces. «Ces personnes, précise M. Leyton-Brown, ont soutenu pendant toute la Guerre froide que la polarité des superpuissances pouvait être atténuée si l'on laissait les mécanismes de sécurité collective fonctionner». Pour certains partisans de l'ONU, la guerre du Golfe a marqué l'heure de gloire de l'Organisation, mais d'autres internationalistes étaient plutôt d'avis qu'à cause de la guerre, la Charte de l'ONU a été gravement dénaturée. En outre, ces partisans de l'ONU redoutaient qu'en prenant part au conflit, le Canada perde de sa crédibilité en tant que pays participant depuis longtemps aux opérations de maintien de la paix.

Les deux groupes se réclamaient de Lester Pearson, si bien que devant cette querelle, Geoffrey Pearson s'est senti obligé de rappeler, dans le *Globe and Mail*, que son père pouvait se montrer dur si les circonstances l'exigeaient. «L.B. Pearson pensait que le régime de sécurité collective prévu par la Charte supposait que le Conseil de sécurité use de la force en cas d'agression (...) La présence canadienne renforce notre poids diplomatique là où il compte. L.B. Pearson aurait certainement tiré le meilleur parti de la chose».

Geoffrey Grenville-Wood, président de l'Association canadienne pour les Nations Unies (ACNU), a d'abord vu dans la Guerre du Golfe une occasion en or pour l'ONU, après des années d'indifférence. Pour la toute première fois, en août 1990, le Conseil de sécurité a été unanime. Ses membres sont convenus que l'Irak avait eu tort d'envahir le Koweït, et le Département d'État américain semblait tout disposé à laisser les Nations Unies taper du poing sur la table. C'est avec plaisir que M. Grenville-Wood a regardé l'ONU mettre des sanctions économiques en place, petit à petit, puis les étayer par un soutien militaire.

Cependant, on s'est demandé si les participants suivaient assez fidèlement la Charte des Nations Unies. Qui menait la barque en réalité ? «Il est vrai qu'avant la crise, il n'existait pas de commandement militaire intégré à l'ONU, explique le président de l'ACNU, mais il aurait dû être possible d'en créer un, non ?» Lorsque les États-Unis envoyèrent 250 000 soldats de plus en Arabie Saoudite en novembre, M. Grenville-Wood commença à clamer haut et fort ses appréhensions. Puis, quand fin novembre, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 678 autorisant l'emploi de «tous les moyens nécessaires» pour libérer le Koweït si l'Irak n'avait pas retiré ses troupes au 15 janvier 1991, M. Grenville-Wood a écrit à M. Joe Clark pour lui dire sans ambages que cette décision mettait les Nations Unies «en grave danger».

L'ACNU appuyait les sanctions, mais déplorait que l'on s'empresse de passer à la force avant même d'avoir évalué leurs effets. M. Grenville-Wood évite d'accuser les États-Unis d'avoir carrément manipulé l'ONU, mais pour lui : «Il ne faisait aucun doute qu'Américains et Britanniques devaient user de toute leur influence pour que le Conseil de sécurité vote les résolutions». En raison de ces appréhensions, M. Grenville-Wood et l'ACNU se sont démarqués de la position de l'ONU.

QUELLES INCIDENCES CES DIFFÉRENTES discussions ont-elles eu sur la conduite du Canada pendant la guerre ? Pour John Lamb, directeur du Centre pour le contrôle des armements et le désarmement, celle du mouvement pacifiste est sans doute plus manifeste dans les déclarations du gouvernement sur le rôle de notre pays dans l'après-guerre. «Je pense, dit-il, que les discours prononcés par MM. Clark et Mulroney en février, sur la nécessité, après cette guerre, de limiter le commerce des armements, répondaient directement aux préoccupations de la population quant à la façon dont ce conflit a éclaté pour commencer».

Aujourd'hui, malgré les efforts de groupes comme les MCPGN pour que le public continue à s'intéresser à ce qui se passe dans le Golfe, la brève frénésie au sein du mouvement pacifiste s'est calmée. «J'ai l'impression, reconnaît M. Leyton-Brown, que nous en sommes revenus au *statu quo ante*.» Quand les pacifistes ont été confrontés à un vrai conflit, dans lequel l'adversaire était un dirigeant cruel aux ambitions apparemment illimitées, ils n'ont rien su faire d'autre, ou presque, que de dénoncer la guerre. Pour finir, les sondages ont révélé que la majorité des Canadiens et Canadiennes soutenaient la coalition approuvée par l'ONU et qu'ils étaient prêts à payer le prix des hostilités. La classe politique canadienne a emboîté le pas à la population, elle n'a pas suivi ce que demandaient les pancartes brandies sous ses fenêtres. □

